

JOURNAL DE MONACO

Bulletin Officiel de la Principauté

JOURNAL HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE VENDREDI

DIRECTION - REDACTION - ADMINISTRATION MINISTERE D'ETAT - Place de la Visitation - B.P. 522 - MC 98015 MONACO CEDEX
Téléphone : 93.15.80.00 - Compte Chèque Postal 30 1947 T Marseille

ABONNEMENT

1 an (à compter du 1 ^{er} janvier)	
tarifs toutes taxes comprises :	
Monaco, France métropolitaine	325,00 F
Etranger	400,00 F
Etranger par avion	500,00 F
Annexo de la "Propriété Industrielle", seule	155,00 F
Changement d'adresse	7,70 F
Microfiches, l'année	450,00 F
(Remise de 10 % au-delà de la 10 ^e année souscrite)	

INSERTIONS LÉGALES

la ligne hors taxe :	
Greffes Général - Parquet Général	37,50 F
Gérances libres, locations gérances	40,00 F
Commerces (cessions, etc ...)	42,00 F
Société (Statuts, convocation aux assemblées, avis financiers, etc ...)	44,00 F

SOMMAIRE

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Arrêté Ministériel n° 95-573 du 27 décembre 1995 portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules à l'occasion du 64^{ème} Rallye Monte-Carlo 1996 (p. 22).

Arrêté Ministériel n° 96-1 du 9 janvier 1996 abrogeant les disponibilités de l'arrêté ministériel n° 94-383 du 6 septembre 1994 (p. 22).

Arrêté Ministériel n° 96-2 du 9 janvier 1996 maintenant un fonctionnaire en position de disponibilité (p. 23).

Arrêté Ministériel n° 96-3 du 9 janvier 1996 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "LES ASSURANCES FÉDÉRALES VIE" (p. 23).

Arrêté Ministériel n° 96-4 du 9 janvier 1996 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "LA MÉDICALE DE FRANCE" (p. 23).

Arrêté Ministériel n° 96-5 du 9 janvier 1996 plaçant, sur sa demande, une Secrétaire-sténodactylographe, en position de disponibilité (p. 24).

Arrêté Ministériel n° 96-6 du 9 janvier 1996 portant autorisation et approbation des statuts de la société anonyme monégasque dénommée "S.A.M. - E.G.M. MONTE-CARLO" (p. 24).

ARRÊTÉS MUNICIPAUX

Arrêté Municipal n° 96-1 du 5 janvier 1996 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation et le stationnement dans le secteur des tunnels à l'occasion de travaux (p. 25).

Arrêté Municipal n° 96-2 du 5 janvier 1996 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation et le stationnement dans le secteur de la Condamine à l'occasion de travaux (p. 25).

AVIS ET COMMUNIQUÉS

MINISTÈRE D'ÉTAT

Direction de la Fonction Publique.

Avis de recrutement n° 96-3 d'un ouvrier électromécanicien au Service du Contrôle Technique et de la Circulation (p. 25).

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Direction de l'Habitat.

Aide à l'installation professionnelle des jeunes monégasques (p. 26).

Direction de l'Habitat - Service du Logement.

Locaux vacants (p. 26).

Direction de l'Habitat.

Mise à la location d'immeubles domaniaux (p. 27).

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DES AFFAIRES SOCIALES

Service des Relations du Travail.

Communiqué n° 95-96 du 27 décembre 1995 relatif au samedi 27 janvier 1996 (Jour de la Sainte Dévote), jour férié légal (p. 27).

Communiqué n° 96-01 du 2 janvier 1996 relatif à la rémunération minimale du personnel des gardiens concierges et employés d'immeubles applicable à compter du 1^{er} janvier 1996 (p. 27).

Communiqué n° 96-02 du 3 janvier 1996 relatif à la rémunération minimale du personnel des industries de la conserve et de la fabrication des pâtes fraîches applicable à compter du 1^{er} juillet 1995 (Annule et remplace le communiqué n° 95-68 paru au "Journal de Monaco" du 15 septembre 1995) (p. 28).

INFORMATIONS (p. 28)

INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES (p. 29 à p. 41).

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Arrêté Ministériel n° 95-573 du 27 décembre 1995 portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules à l'occasion du 64^{ème} Rallye Monte-Carlo 1996.

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu l'ordonnance du 6 juin 1867 sur la police générale, modifiée ;

Vu la loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du domaine ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 1.691 du 17 décembre 1957 portant réglementation de la police de la circulation routière (Code de la route), modifiée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 5.099 du 15 février 1973 réglementant l'utilisation du port, des quais et des dépendances portuaires, modifiée ;

Vu l'arrêté ministériel n° 77-149 du 7 avril 1977 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules ainsi que le stationnement des bateaux et engins de mer sur les quais et dépendances du port, modifié ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 13 décembre 1995 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

La circulation des piétons, la circulation et le stationnement des véhicules autres que ceux participant au 64^{ème} Rallye Monte-Carlo 1996 ou nécessaires aux différentes opérations prévues par le Comité d'Organisation de cette épreuve, sont interdits :

— sur le parking de la route de la Piscine,

— sur la route d'accès au Stade Nautique Rainier III, du quai des Etats-Unis au Stade Nautique et sur l'appontement central du port :

. le samedi 20 janvier 1996 de 8 h 00 à 22 h 30,

. du mercredi 24 janvier 1996 à 8 h 00
au vendredi 26 janvier 1996 à 12 h 00

ART. 2.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la loi.

ART. 3.

Le Conseiller de Gouvernement pour l'Intérieur et le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt quinze.

*Le Ministre d'Etat,
P. DUJOUR.*

Arrêté Ministériel n° 96-1 du 9 janvier 1996 abrogeant les disponibilités de l'arrêté ministériel n° 94-383 du 6 septembre 1994.

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 11.170 du 4 février 1994 portant nomination d'une aide-maternelle dans les établissements d'enseignement ;

Vu l'arrêté ministériel n° 95-262 du 13 juin 1995 maintenant une aide-maternelle en position de disponibilité ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 3 janvier 1996 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

L'arrêté ministériel n° 95-262 du 13 juin 1995 est abrogé à compter du 22 janvier 1995.

ART. 2.

Le Secrétaire Général du Ministère d'État et le Directeur de la Fonction Publique et des Ressources Humaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt seize.

Le Ministre d'État,
P. DUOUD.

Arrêté Ministériel n° 96-2 du 9 janvier 1996 maintenant un fonctionnaire en position de disponibilité.

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 9.920 du 11 octobre 1990 portant nomination d'un Commis à la Direction des Services Fiscaux ;

Vu l'arrêté ministériel n° 95-11 du 1er février 1995 maintenant un fonctionnaire en position de disponibilité ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 3 janvier 1996 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

M. Franck LOBOSO, Commis à la Direction des Services Fiscaux, est maintenu, sur sa demande, en position de disponibilité pour une période d'un an, à compter du 31 janvier 1996.

ART. 2.

Le Secrétaire Général du Ministère d'État et le Directeur de la Fonction Publique et des Ressources Humaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt seize.

Le Ministre d'État,
P. DUOUD.

Arrêté Ministériel n° 96-3 du 9 janvier 1996 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "LES ASSURANCES FÉDÉRALES VIE".

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la requête présentée par la compagnie d'assurances dénommée "LES ASSURANCES FÉDÉRALES VIE" dont le siège social est à Paris 10^{ème}, 27, avenue Claude Vellefaux ;

Vu la loi n° 609 du 11 avril 1956 portant codification de la législation relative aux taxes dues par les compagnies d'assurances sur les contrats par elles passés ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 3.041 du 19 août 1963 rendant exécutoire la Convention relative à la réglementation des assurances signée à Paris le 18 mai 1963 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.178 du 12 décembre 1968 portant institution du contrôle de l'État sur les entreprises d'assurances de toute nature ;

Vu l'arrêté ministériel n° 70-327 du 22 septembre 1970 autorisant la société, susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 3 janvier 1996 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

M^{me} BOITARD Françoise est agréée en qualité de représentant personnellement responsable du paiement des taxes et pénalités susceptibles d'être dues par la compagnie d'assurances dénommée "LES ASSURANCES FÉDÉRALES VIE" en remplacement de M. ROUPNET Yves.

ART. 2.

Le montant du cautionnement dû en application des dispositions de l'article 7 de la loi n° 609 du 11 avril 1956, susvisée, est fixé à la somme de 5.000 F.

ART. 3.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt seize.

Le Ministre d'État,
P. DUOUD.

Arrêté Ministériel n° 96-4 du 9 janvier 1996 agréant un agent responsable de la compagnie d'assurances dénommée "LA MÉDICALE DE FRANCE".

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la requête présentée par la compagnie d'assurances dénommée "LA MÉDICALE DE FRANCE" dont le siège social est à Paris 10^{ème}, 27, avenue Claude Vellefaux ;

Vu la loi n° 609 du 11 avril 1956 portant codification de la législation relative aux taxes dues par les compagnies d'assurances sur les contrats par elles passés ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 3.041 du 19 août 1963 rendant exécutoire la Convention relative à la réglementation des assurances signée à Paris le 18 mai 1963 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 4.178 du 12 décembre 1968 portant institution du contrôle de l'État sur les entreprises d'assurances de toute nature ;

Vu l'arrêté ministériel n° 70-326 du 22 septembre 1970 autorisant la société, susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 3 janvier 1996 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

M^{me} BOITARD Françoise est agréée en qualité de représentant personnellement responsable du paiement des taxes et pénalités susceptibles d'être dues par la compagnie d'assurances dénommée "LA MÉDICALE DE FRANCE" en remplacement de M. ROUPNET Yves.

ART. 2.

Le montant du cautionnement dû en application des dispositions de l'article 7 de la loi n° 609 du 11 avril 1956, susvisée, est fixé à la somme de 5.000 F.

ART. 3.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt seize.

Le Ministre d'Etat,
P. DUJOUR.

Arrêté Ministériel n° 96-5 du 9 janvier 1996 plaçant, sur sa demande, une Secrétaire-sténodactylographe, en position de disponibilité.

Nous, Ministre d'Etat de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 10.793 du 10 février 1995 portant nomination d'une Secrétaire-sténodactylographe au Secrétariat Général du Conseil National ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 3 janvier 1996 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

M^{me} Géraldine LUZY, épouse LIBANON, Secrétaire-sténodactylographe au Secrétariat Général du Conseil National, est placée, sur sa demande, en position de disponibilité pour une période de six mois à compter du 31 janvier 1996.

ART. 2.

Le Secrétaire Général du Ministère d'Etat et le Directeur de la Fonction Publique et des Ressources Humaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt seize.

Le Ministre d'Etat,
P. DUJOUR.

Arrêté Ministériel n° 96-6 du 9 janvier 1996 portant autorisation et approbation des statuts de la société anonyme monégasque dénommée "S.A.M. - E.G.M. MONTE-CARLO".

Nous, Ministre d'Etat de la Principauté,

Vu la demande aux fins d'autorisation et d'approbation des statuts de la société anonyme monégasque dénommée "S.A.M. - E.G.M. MONTE-CARLO" présentée par M. Francesco IAGHER, Conseil, demeurant 17, avenue de l'Annonciade à Monte-Carlo ;

Vu l'acte en brevet contenant les statuts de ladite société au capital de 1.000.000 de francs, divisé en 1.000 actions de 1.000 francs chacune, reçu par M^r P.-L. AUREGLIA, notaire, le 18 septembre 1995 ;

Vu l'ordonnance du 5 mars 1895, modifiée par les ordonnances des 17 septembre 1907, 10 juin 1909, par les lois n° 71 du 3 janvier 1924, n° 216 du 27 février 1936 et par les ordonnances-lois n° 340 du 11 mars 1942 et n° 342 du 25 mars 1942 ;

Vu la loi n° 408 du 20 janvier 1945 complétant l'ordonnance du 5 mars 1895, notamment en ce qui concerne la nomination, les attributions et la responsabilité des Commissaires aux comptes ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 3.167 du 29 janvier 1946 réglant l'établissement du bilan des sociétés anonymes et en commandite par actions ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 décembre 1995 ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

La société anonyme monégasque dénommée "S.A.M. - E.G.M. MONTE-CARLO" est autorisée.

ART. 2.

Sont approuvés les statuts de la société tels qu'ils résultent de l'acte en brevet en date du 18 septembre 1995.

ART. 3.

Lesdits statuts devront être publiés intégralement dans le "Journal de Monaco", dans les délais et après accomplissement des formalités prévues par les lois n° 71 du 3 janvier 1924, n° 216 du 27 février 1936 et par l'ordonnance-loi n° 340 du 11 mars 1942.

ART. 4.

Toute modification aux statuts susvisés devra être soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 5.

En application des prescriptions édictées par l'article 32 de l'ordonnance du 6 juin 1867 sur la police générale concernant les établissements dangereux, insalubres et incommodes, et par l'article 4 de la loi n° 537 du 12 mai 1951 relative à l'inspection du travail, le président du Conseil d'Administration est tenu de solliciter du Gouvernement les autorisations prévues, préalablement à l'exercice de toute activité commerciale et industrielle dans les locaux que la société se propose d'utiliser.

Les mêmes formalités devront être accomplies à l'occasion de tout transfert, transformation, extension, aménagement.

ART. 6.

Le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt-seize.

Le Ministre d'Etat,
P. DUJOUR.

ARRÊTÉS MUNICIPAUX

Arrêté Municipal n° 96-1 du 5 janvier 1996 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation et le stationnement dans le secteur des tunnels à l'occasion de travaux.

Nous, Maire de la Ville de Monaco ;

Vu la loi n° 959 du 24 juillet 1974 sur l'organisation communale ;

Vu la loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du Domaine ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 1.691 du 17 décembre 1957 portant réglementation de la Police de la Circulation Routière (Code de la route) ;

Vu l'arrêté municipal n° 83-33 du 4 juillet 1983 fixant les dispositions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules en ville ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

Les dispositions figurant au chiffre 1 de l'Article 9 bis de l'arrêté municipal n° 83-33 du 4 juillet 1983 fixant les dispositions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules en ville sont temporairement remplacées par celles ci-après :

1°) Tunnel T1

a) La circulation des véhicules est interdite dans la section comprise entre le tunnel T2 et le quai Antoine 1^{er}.

b) La circulation des piétons demeure interdite.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent sont applicables du lundi 8 janvier 1996 au vendredi 15 mars 1996.

ART. 3.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la loi.

ART. 4.

En raison de l'urgence, le présent arrêté sera affiché à la porte de la Mairie, conformément à l'article 48 de la loi n° 959 du 24 juillet 1974 sur l'organisation communale.

ART. 5.

Une ampliation du présent arrêté, en date du 5 janvier 1996, a été transmise à S.E. M. le Ministre d'Etat.

Monaco, le 5 janvier 1996.

Le Maire,
A.M. CAMPORA.

Cet arrêté est affiché à la porte de la Mairie le 5 janvier 1996.

Arrêté Municipal n° 96-2 du 5 janvier 1996 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation et le stationnement dans le secteur de la Condamine à l'occasion de travaux.

Nous, Maire de la Ville de Monaco ;

Vu la loi n° 959 du 24 juillet 1974 sur l'organisation communale ;

Vu la loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du Domaine ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 1.691 du 17 décembre 1957 portant réglementation de la Police de la Circulation Routière (Code de la route) ;

Vu l'arrêté municipal n° 83-33 du 4 juillet 1983 fixant les dispositions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules en ville ;

Arrêtons :

ARTICLE PREMIER

Les dispositions figurant au chiffre 14 de l'Article 7 de l'arrêté municipal n° 83-33 du 4 juillet 1983 fixant les dispositions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules en ville sont temporairement remplacées par celles ci-après :

14) Rue des Acores

La circulation et le stationnement des véhicules sont interdits de la rue Terrazzani à la rue Saige.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent sont applicables du lundi 15 janvier 1996 au vendredi 29 mars 1996.

ART. 3.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la loi.

ART. 4.

Une ampliation du présent arrêté, en date du 5 janvier 1996, a été transmise à S.E. M. le Ministre d'Etat.

Monaco, le 5 janvier 1996.

Le Maire,
A.M. CAMPORA.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

MINISTÈRE D'ÉTAT

Direction de la Fonction Publique.

Pour les conditions d'envoi des dossiers, se reporter aux indications figurant in fine de l'avis de recrutement.

Avis de recrutement n° 96-3 d'un ouvrier électromécanicien au Service du Contrôle Technique et de la Circulation.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il sera procédé au recrutement d'un ouvrier électromécanicien au Service du Contrôle Technique et de la Circulation à compter du 10 février 1996.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 250/362.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé de 21 ans au moins et de 40 ans au plus ;
- justifier d'un B.E.P. d'électricité ou d'électromécanicien ;
- posséder une expérience professionnelle en matière d'entretien de station de prétraitement des eaux résiduaires ;
- posséder de sérieuses connaissances en matière de dépannage, d'informatisation et de télésurveillance des réseaux d'assainissement ;
- être titulaire du permis poids lourds.

ENVOI DES DOSSIERS

En ce qui concerne l'avis de recrutement visé ci-dessus, les candidats devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Stade Louis II - Entrée II - 1, avenue des Castelans - BP 672 - MC 98014 Monaco Cédex dans un délai de dix jours à compter de leur publication au "Journal de Monaco", un dossier comprenant :

- une demande sur papier libre accompagnée d'une photo d'identité,
- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,
- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,
- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

Les candidats retenus seront ceux présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Direction de l'Habitat

Aide à l'installation professionnelle des jeunes Monégasques.

RÈGLEMENT RELATIF AUX MESURES D'AIDE À L'INSTALLATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES MONÉGASQUES.

ARTICLE PREMIER

Dans le cadre de la politique d'aide à l'installation professionnelle des jeunes Monégasques, deux mesures ont été approuvées par le Gouvernement Princier afin de faciliter le démarrage des activités exer-

cées à titre indépendant. Les secteurs concernés sont le commerce, l'industrie, les professions libérales et les prestations de services.

ART. 2.

Dispositions générales

Les requérants devront, en outre, remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité monégasque ;
- être âgé de 21 ans au minimum, l'âge limite étant fixé à 39 ans révolus ;
- s'installer pour la première fois, à titre indépendant ;
- exercer cette activité à titre unique ;
- ne percevoir aucune rémunération découlant de toute autre fonction, de quelque forme que ce soit, par voie d'attribution d'indemnité d'administrateur, d'honoraire ou de salaire.

ART. 3.

Instruction des dossiers

La requête devra être adressée à la Direction du Budget et du Trésor pour instruction.

ART. 4.

Nature de l'aide

Ces mesures d'aide concernent :

- l'octroi d'une aide au paiement des charges locatives sous la forme d'une prime forfaitaire mensuelle ;
- l'exonération des charges personnelles C'AMTI-C'ARTI du créateur d'entreprise.

ART. 5.

Durée de l'aide

Ces mesures sont octroyées pour une durée de deux ans, sous réserve de la communication des pièces comptables (bilans, comptes d'exploitation) au terme de la première année d'activité.

ART. 6.

Prolongation de l'aide

Un maintien de l'aide, qui serait renouvelée alors par année, dans la limite globale de cinq ans, pourra être éventuellement accordé pour soutenir les entreprises qui n'ont pu acquérir, au bout de deux années, la solidité leur permettant d'assurer seules les charges d'exploitation. Celui-ci est subordonné à une demande nouvelle, accompagnée de la présentation de tous les justificatifs comptables. Un examen cas par cas des dossiers sera alors effectué.

Direction de l'Habitat - Service du Logement.

Locaux vacants.

Les personnes inscrites en qualité de protégées aux termes de la loi n° 1.118 du 18 juillet 1988 *modifiée*, relative aux conditions de location de certains locaux à usage d'habitation sont informées de la vacance des appartements suivants :

- 4, Lacets Saint-Léon - 3^{ème} étage à droite, composé de 2 pièces, cuisine, w.c., salle d'eau.

Le loyer mensuel est de 4.000 F.

Le délai d'affichage de cet appartement court du 3 au 22 janvier 1996.

9, rue Malbousquet - rez-de-chaussée à gauche, composé de 1 pièce, cuisine, salle d'eau.

Le loyer mensuel est de 2.900 F.

27, rue de Millo - 4^{ème} étage mansardé, composé de 2 pièces, cuisine, bains, w.c.

Le loyer mensuel est de 3.000 F.

Le délai d'affichage de ces appartements court du 8 au 27 janvier 1996.

Les personnes protégées intéressées par ces offres de location devront notifier leur candidature au propriétaire ou à son représentant déclaré, pendant ce délai d'affichage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le même délai, elles doivent en aviser le Service du Logement.

Direction de l'Habitat.

Mise à la location d'immeubles domaniaux.

La Direction de l'Habitat fait connaître aux personnes de nationalité monégasque, intéressées par la location d'un appartement domaniauxitué en l'immeuble Le Castel ou à la rue Princesse Marie de Lorraine à Monaco-Ville, qu'elles peuvent se présenter en ses bureaux situés 24, rue du Gabian (4^{ème} étage) à l'ontvieille, à compter du mardi 2 janvier 1996 au matin.

Lesdits bureaux seront ouverts sans interruption de 9 h à 15 h.

Cet appel à candidatures est également applicable aux immeubles dénommés "Saint-Georges" et "Villas Roma", situés à Monte-Carlo, qui seront mis ultérieurement en location dans le courant de l'année.

Il est précisé que les inscriptions seront closes le mercredi 24 janvier 1996.

Les candidatures reçues après cette date ne pourront être prises en considération. De même celles adressées avant ledit appel devront être impérativement renouvelées pour être prises en compte.

La Direction de l'Habitat se tient à la disposition de toute personne désirant obtenir des compléments d'information au sujet de cette procédure d'attribution de logements domaniaux.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DES AFFAIRES SOCIALES

Communiqué n° 95-96 du 27 décembre 1995 relatif au samedi 27 janvier 1996 (Jour de la Sainte Dévote), jour férié légal.

Aux termes de la loi n° 798 et de la loi n° 800, modifiée, du 18 février 1966, le 27 janvier 1996, est un jour férié, chômé et payé pour l'ensemble des travailleurs, quelque soit leur mode de rémunération.

Compte tenu des obligations légales rappelées dans la circulaire du Service n° 79-93 du 13 novembre 1979 (publiée au "Journal de Monaco" du 23 novembre 1979), ce jour férié légal sera également payé s'il tombe, soit le jour de repos hebdomadaire du travailleur, soit un jour normalement ou partiellement chômé dans l'entreprise.

Communiqué n° 96-01 du 2 janvier 1996 relatif à la rémunération minimale du personnel des gardiens concierges et employés d'immeubles applicable à compter du 1^{er} janvier 1996.

Il est porté à la connaissance des partenaires sociaux que, dans la région économique voisine à laquelle fait référence la loi n° 739 du 16 mars 1963 sur le salaire, modifiée par la loi n° 1.068 du 28 décembre 1983, les salaires minima du personnel des gardiens concierges et employés d'immeubles ont été revalorisés à compter du 1^{er} janvier 1996.

Cette revalorisation est intervenue comme indiqué ci-après :

SALAIRES

La valeur du point est fixée à 21,38 F.

La valeur minimale du salaire complémentaire reste fixée à 1.025 F sauf au coefficient 235 où il s'établit à 1.225,32 F par application du SMIC.

Niveau	Coefficient	Salaire de base (en francs)	Salaire complémentaire (en francs)	Salaire conventionnel (en francs)
1	235	5 024,30	1 225,32	6 249,62
2	255	5 451,90	1 025,00	6 476,90
3	275	5 879,50	1 025,00	6 904,50
4	340	7 269,20	1 025,00	8 294,20
5	395	8 445,10	1 025,00	9 470,10
6	410	8 765,80	1 025,00	9 790,80

GRATIFICATION DU 13^{ème} MOIS

La gratification (13^{ème} mois) réglée en décembre 1995 aux salariés employées à temps complet (catégorie A) ou à service complet (catégorie B) pendant le second semestre 1995 sera majorée de :

- 750 F lorsque le salarié n'aura bénéficié avec effet du 1^{er} janvier 1995 d'aucune augmentation de sa rémunération mensuelle brute, hors salaire en nature et indemnités de permanence dimanches et jours fériés ;

- 500 F lorsque cette augmentation aura été au plus égale à 2 % ;

- 250 F lorsque l'augmentation aura été comprise entre 2 % et 4 % (aucune majoration n'étant due en cas d'augmentation supérieure à 4 %).

Cette majoration sera, pour les salariés à temps partiel (catégorie A) ou à service permanent et partiel (catégorie B), acquise proportionnellement à leur taux d'emploi.

Rappel S.M.I.C. au 1^{er} juillet 1995

- Salaire horaire 36,98 F
- Salaire mensuel (39 heures hebdomadaires).....6 249,62 F

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel n° 63-131 du 21 mai 1963 fixant les taux minima des salaires, les rémunérations minimales doivent être majorées d'une indemnité exceptionnelle de 5% de leur montant. Cette indemnité ne donne pas lieu aux versements et aux retenues prévus au titre de la législation sociale et de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Communiqué n° 96-02 du 3 janvier 1996 relatif à la rémunération minimale du personnel des industries de la conserve et de la fabrication des pâtes fraîches applicable à compter du 1^{er} juillet 1995 (Annule et remplace le communiqué n° 95-68 paru au "Journal de Monaco" du 15 septembre 1995).

Il est porté à la connaissance des partenaires sociaux que, dans la région économique voisine à laquelle fait référence la loi n° 739 du 16 mars 1963 sur le salaire, modifiée par la loi n° 1.068 du 28 décembre 1983, les salaires minima du personnel des industries de la conserve et de la fabrication des pâtes fraîches ont été revalorisés à compter du 1^{er} juillet 1995.

Cette revalorisation est intervenue comme indiqué ci-après.

**Grille des salaires minimaux
applicables à partir du 1^{er} juillet 1995**

Cette grille annule et remplace les barèmes publiés au "Journal de Monaco" du 15 septembre 1995 pour les mois de juillet et novembre 1995.

Elle est donc applicable du 1^{er} juillet au 31 décembre 1995.

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en francs)	SALAIRE MENSUEL (en francs)
120-140		
120	36,98	6 273,66
125	37,06	6 287,23
130	37,13	6 299,10
135	37,20	6 310,98
140	37,28	6 324,55
145-165		
145	37,40	6 344,91
150	37,76	6 405,98
155	38,14	6 470,45
160	38,50	6 531,53
165	38,88	6 595,99
170-195		
170	39,55	6 709,66
175	40,02	6 789,39
180	40,50	6 870,83
185	40,98	6 952,26
190	41,45	7 031,99
195	41,93	7 113,42
S.M.P.G. 100	21,21	
Ex. : coef. 200	42,42	7 196,55

Le salaire horaire minimal professionnel garanti (S.M.P.G.) est fixé pour le coefficient 100 du 1^{er} janvier au 31 décembre 1995 de la façon suivante :

20,48 F au 1^{er} janvier 1995 ;

20,64 F au 1^{er} mars 1995 ;

21,21 F au 1^{er} juillet 1995.

Le S.M.P.G. sert de base de calcul des salaires horaires minimaux à partir du coefficient 200.

Exemples : au 1^{er} juillet 1995 :

- coef. 200 : 2,0 S. M.P.G., soit $2,0 \times 21,21 \times 169,65 = 7 196,55$ F

- coef. 210 : 2,1 S. M.P.G., soit $2,1 \times 21,21 \times 169,65 = 7 556,38$ F

Pour tout salarié ayant au moins un an de présence, la rémunération annuelle garantie sur la base d'une durée de travail de 39 heures par semaine prendra en compte les différentes augmentations périodiques.

Exemple : coefficient 120 avec prime annuelle payée en décembre :

Du 1^{er} janvier au 28 février 1995 12 079,08 F

Du 1^{er} mars au 30 juin 1995 24 348,16 F

Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1995 43 915,69 F

Soit un total annuel de 80 342,93 F

Rappel S.M.I.C. au 1^{er} juillet 1995

- Salaire horaire 36,98 F

- Salaire mensuel (39 heures hebdomadaires).....6 249,62 F

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel n° 63-131 du 21 mai 1963 fixant les taux minima des salaires, les rémunérations minimales doivent être majorées d'une indemnité exceptionnelle de 5% de leur montant. Cette indemnité ne donne pas lieu aux versements et aux retenues prévus au titre de la législation sociale et de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

INFORMATIONS

La Semaine en Principauté

Manifestations et spectacles divers

Du 20 au 26 janvier, 64^{ème} Rallye Automobile Monte-Carlo.

Départ de Monaco le samedi 20, Arrivée en Principauté le mercredi 24. Etape finale les 24 et 25. Remise des prix sur la Place du Palais, le vendredi 26 à 11 h.

Théâtre Princesse Grace

le 13 janvier, à 21 h,

le 14 janvier, à 15 h,

"Monsieur de Saint-Futile" de Françoise Dorin avec *Jean-Claude Brialy, Franck Lapersonne et Patrick Haudecœur*

les 19 et 20 janvier, à 21 h,

Nuits gitanes avec *Chico* et les *Gipsy's* et la danseuse de flamenco *Nina Corti*

Salle des Variétés

lundi 15 janvier, à 18 h,

Conférence organisée par la Fondation Prince Pierre de Monaco sur le thème : "Le Louvre : hier, aujourd'hui et demain" par *Pierre Rosenberg*

mardi 16 janvier, à 18 h,

Conférence en langue italienne organisée par la Société Dante Alighieri de Monaco sur le thème : Bagdad, dalle mille e una notte ai nostri giorni" par *Vincenzo Strika*

mercredi 17 janvier, à 20 h 30,

Conférence organisée par l'Unité de prévention médico-sociale sur le thème du "Bébé" par le Professeur *Lebovici*

jeudi 18 janvier, à 18 h 15,

Conférence organisée par l'Association Monégasque pour la Connaissance des Arts - Cycle : De l'œil à l'esprit, au-delà des apparences, la vision intérieure, sur le thème : "Goya, leçon de ténèbres", par *Christian Loubet*

samedi 20 janvier, à 15 h 30,

Conférence débat organisée par l'Association Monoecis-Amore sur le thème : "La mémoire après la mort" par *Pierre Guillermin*

Salle Garnier

mardi 16 janvier, à 19 h,

Conférence sur les opéras : "I Pagliacci" de *Leoncavallo* et "Cavalleria Rusticana" de *Mascagni*, par *Sergio Segalini*

les 17 (Gala) et 19 janvier, à 20 h 30,

le 21 janvier, à 15 h,

Représentations d'opéras "I Pagliacci" de *Leoncavallo* et "Cavalleria Rusticana" de *Mascagni*

Hôtel de Paris - Bar américain

tous les soirs, à partir de 22 h,

piano-bar avec *Enrico Ausano*

Hôtel Hermitage - Bar terrasse

tous les soirs à partir de 19 h 30,

Piano-bar avec *Mauro Pagnanelli*

Hôtel Loews - Le Folie Russe

tous les soirs, sauf le lundi,

Dîner spectacle : *Like Show Business*

Dîner à 21 h,

Spectacle à 22 h 20

Port de Fontvieille

tous les samedis, de 9 h 30 à 17 h 30,

Foire à la brocante

Expositions

Atrium du Casino

jusqu'au 31 mars,

Exposition de sculptures *Don Giovanni d'Anna Chromy*

Musée Océanographique

Expositions permanentes :

Découverte de l'océan

Art de la nacre, coquillages sacrés

jusqu'à mars, le 3^{ème} samedi de chaque mois,

"les samedis du naturaliste"

mois de janvier : les dauphins

Congrès

Hôtel Hermitage

jusqu'au 13 janvier,

Réunion Biotherm

du 13 au 18 janvier,

Réunion Domingo

du 18 au 22 janvier,

Réunion Ticket Service

les 20 et 21 janvier,

Incentive TSB

du 20 au 24 janvier,

Réunion WSI

Centre des Congrès Auditorium

du 18 au 20 janvier,

Colloque International de Psychiatrie Périnatale

Hôtel Beach Plaza

du 15 au 18 janvier,

Réunion Texas Instrument

les 19 et 20 janvier,

Select International Incentive

du 21 au 25 janvier,

Réunion Fiat Abarth

Hôtel Métropole

du 16 au 19 janvier,

Incentive Corporate Innovation

Hôtel Abela

du 16 au 19 janvier,

Séminaire Espace Temps

Hôtel Loews

du 18 au 23 janvier,

Réunion Suzuki Motors

Manifestations sportives

Stade Louis II

samedi 13 janvier, à 20 h,

Match Coupe de France

Monaco - Lens

mercredi 17 janvier, à 19 h 30,

Match Coupe de la Ligue

AS Monaco / AJ Auxerre

samedi 20 janvier, à 20 h,

Match de championnat de France

Monaco - Bordeaux

*

* *

INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES

PARQUET GENERAL

(Exécution de l'article 374
du Code de Procédure Pénale)

Suivant exploit de M^{re} Marie-Thérèse ESCAUT-MARQUET, Huissier, en date du 5 décembre 1995 enregistré, le nommé :

– IMPROVISI Eric, né le 26 juillet 1961 à MENTON (06), de nationalité française, sans domicile ni résidence connus, a été cité à comparaître personnellement, devant le Tribunal Correctionnel de Monaco, le mardi 6 février 1996, à 9 heures du matin, sous la prévention de vols.

Délit prévu et réprimé par les articles 309 et 325 du Code pénal.

Pour extrait :
*P/Le Procureur Général,
Le Substitut Général,
Jean-Philippe RIVAUD.*

*(Exécution de l'article 374
du Code de Procédure Pénale)*

Suivant exploit de M^e Marie-Thérèse ESCAUT-MARQUET, Huissier, en date du 4 décembre 1995 enregistré, la nommée :

– FUGUEN GUEVARA Saray, née le 29 mars 1964 à CALI (Colombie), de nationalité colombienne, sans domicile ni résidence connus, a été citée à comparaître personnellement, devant le Tribunal Correctionnel de Monaco, le mardi 6 février 1996, à 9 heures du matin, sous la prévention de recel.

Délit prévu et réprimé par les articles 339 et 325 du Code pénal.

Pour extrait :
*P/Le Procureur Général,
Le Substitut Général,
Dominique AUTER.*

*(Exécution de l'article 374
du Code de Procédure Pénale)*

Suivant exploit de M^e Marie-Thérèse ESCAUT-MARQUET, Huissier, en date du 4 décembre 1995 enregistré, la nommée :

– FUGUEN GUEVARA Marely, née le 25 janvier 1952, à CALI (Colombie), de nationalité colombienne, sans domicile ni résidence connus, a été citée à compa-

raître personnellement, devant le Tribunal Correctionnel de Monaco, le mardi 6 février 1996, à 9 heures, sous la prévention de recel.

Délit prévu et réprimé par les articles 339 et 325 du Code pénal.

Pour extrait :
*P/Le Procureur Général,
Le Substitut Général,
Dominique AUTER.*

*(Exécution de l'article 374
du Code de Procédure Pénale)*

Suivant exploit de M^e Marie-Thérèse ESCAUT-MARQUET, Huissier, en date du 4 décembre 1995 enregistré, la nommée :

– RODRIGUEZ DE CASTRO Esperanza, née le 17 septembre 1922 à CALI (Colombie), de nationalité colombienne, sans domicile ni résidence connus, a été citée à comparaître personnellement, devant le Tribunal Correctionnel de Monaco, le mardi 6 février 1996, à 9 heures, sous la prévention de recel.

Délit prévu et réprimé par les articles 339 et 325 du Code pénal.

Pour extrait :
*P/Le Procureur Général,
Le Substitut Général,
Dominique AUTER.*

GREFFE GENERAL

EXTRAIT

Par ordonnance en date de ce jour, le Juge-Commissaire de la liquidation des biens de la S.A.M. SQUADRA II, a arrêté l'état des créances de ladite liquidation des biens à la somme de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT CINQ FRANCS et CINQUANTESIX CENTIMES (1.368.805,56 F) sous réserve

des admissions dont les droits ne sont pas encore liquidés de M^{me} Emmanuelle SIMONIN et de M. Jacques SOGNO.

Monaco, le 8 janvier 1996.

Le Greffier en Chef,
Antoine MONTECUCCO.

EXTRAIT

Par ordonnance en date de ce jour, M^{me} Anne-Véronique BITAR-GHANEM, Juge au Tribunal de Première Instance de la Principauté de Monaco, Juge-Commissaire de la cessation des paiements de la société anonyme monégasque MONACOCOMPUTING CORPORATION, désignée par jugement du 14 octobre 1993, a renvoyé ladite société devant le Tribunal pour être statué sur la solution à donner à la procédure, à l'audience du 2 février 1996.

Monaco, le 8 janvier 1996.

Le Greffier en Chef,
Antoine MONTECUCCO.

EXTRAIT

Par ordonnance en date de ce jour, M^{me} Anne-Véronique BITAR-GHANEM, Juge-Commissaire de la cessation des paiements de la société anonyme monégasque MONACOCOMPUTING CORPORATION, a arrêté l'état des créances de ladite cessation des paiements à la somme de DEUX MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT

SIX FRANCS et QUATRE VINGT TROIS CENTIMES (2.982.786,83 F) sous réserve des admissions dont les droits ne sont pas encore liquidés et de la réclamation de la C.G.C.S. et de M^r Jacques SBARRATO pour M. Gilbert LEVET.

Monaco, le 8 janvier 1996..

Le Greffier en Chef,
Antoine MONTECUCCO.

Etude de M^r Paul-Louis AUREGLIA

Notaire

4, boulevard des Moulins - Monte-Carlo

APPORT DE FONDS DE COMMERCE

Deuxième Insertion

Suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 20 décembre 1995, M. Robert LIPPENS, demeurant à Monte-Carlo, 1, avenue Henry Dunant, a fait apport à la société anonyme monégasque "SOCIETE MEDITERRANÉENNE D'ÉDITIONS" en abrégé "SOMEDIT", dont le siège est à Monte-Carlo, 1, avenue Henry Dunant, d'un fonds de commerce de commercialisation et vente de tous produits d'art graphique, à plat, en continu et publicitaire, ainsi que toutes activités de création graphique ou publicitaire au service des entreprises, exploité à Monte-Carlo, 1, avenue Henry Dunant, sous le nom de "PRINT OFFICE".

Cet apport a été effectué moyennant l'attribution à M. LIPPENS, d'actions de ladite société "SOMEDIT" créées au titre d'augmentation de son capital.

Oppositions, s'il y a lieu, en l'étude du notaire soussigné, dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : P.-L. AUREGLIA.

Etude de M^r Paul-Louis AUREGLIA
Notaire
4, boulevard des Moulins - MONTE-CARLO

“CLASS COMPANY SERVICE S.A.M.”

Société Anonyme Monégasque

I. - Aux termes d'un acte reçu en brevet, le 13 octobre 1995 par M^r Paul-Louis AUREGLIA, notaire à Monaco, il a été établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme monégasque.

STATUTS

ARTICLE PREMIER

Constitution - Dénomination

Il est formé, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être par la suite, une société anonyme monégasque qui sera régie par les lois de la Principauté de Monaco et les présents statuts.

Cette société prend la dénomination de “CLASS COMPANY SERVICE S.A.M.”.

ART. 2.

Siège social

Le siège de la société est fixé en Principauté de Monaco. Il pourra être transféré en tout endroit de la Principauté sur simple décision du Conseil d'Administration, après agrément du nouveau siège par le Gouvernement Princier.

ART. 3.

Objet social

La société a pour objet :

Toutes activités de marketing, de relations publiques, de promotion et de valorisation de l'image, de conception et de réalisation de tout support en vue d'améliorer la communication interne et externe destinées à toutes entreprises.

Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et commerciales se rapportant directement à l'objet social ci-dessus.

ART. 4.

Durée de la société

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix neuf années à compter du jour de l'assemblée générale qui constatera la constitution définitive de la société.

ART. 5.

Capital social - Actions

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000,00).

Il est divisé en MILLE actions de MILLE francs chacune de valeur nominale, toutes à souscrire en numéraire et à libérer intégralement à la souscription.

ART. 6.

Titres et cessions d'actions

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à la condition, dans ce dernier cas, de satisfaire aux dispositions légales en vigueur relatives à cette forme de titre.

Les titres d'actions sont extraits d'un livre à souches, revêtus d'un numéro d'ordre, frappés du timbre de la société, et munis de la signature de deux administrateurs. L'une de ces deux signatures peut être imprimée ou apposée au moyen d'une griffe.

ART. 7.

Droits et obligations

La possession d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et soumission aux décisions régulières du Conseil d'Administration et des assemblées générales. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social et elle participe aux bénéfices sociaux dans la proportion indiquée ci-après.

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Tous les copropriétaires indivis d'une action ou tous les ayants-droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

ART. 8.

Conseil d'Administration

La société est administrée par un Conseil composé de deux membres au moins et cinq au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le premier Conseil restera en fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira pour statuer sur les

comptes du sixième exercice et qui renouvellera le Conseil en entier pour une nouvelle période de six ans.

Il en sera de même ultérieurement.

Tout membre sortant est rééligible.

ART. 9.

Actions de garantie

Les administrateurs doivent être propriétaires chacun de cinq actions au moins, lesquelles devront être affectées à la garantie de l'exercice de leurs fonctions.

ART. 10.

Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration aura les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations relatives à son objet.

Le conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il jugera convenables à un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour l'administration courante de la société et pour l'exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Tous les actes engageant la société autorisés par le conseil, ainsi que le retrait des fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, avals, acceptations, endos ou acquits d'effets de commerce, doivent porter la signature de deux administrateurs, dont celle du Président du Conseil d'Administration, à moins d'une délégation de pouvoirs par le Conseil d'Administration à un administrateur, un directeur ou tout autre mandataire.

ART. 11.

Commissaires aux comptes

L'assemblée générale nomme un ou deux commissaires aux comptes, conformément à la loi n° 408 du 20 janvier 1945.

ART. 12.

Assemblées générales

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale dans les six mois qui suivent la date de la clôture de l'exercice, par avis inséré dans le "Journal de Monaco", quinze jours avant la tenue de l'assemblée.

Dans le cas où il est nécessaire de modifier les statuts, l'assemblée générale extraordinaire sera convoquée de la même façon et au délai de quinze jours au moins.

Dans le cas où toutes les actions sont représentées, toutes assemblées générales peuvent avoir lieu sans convocation préalable.

Les décisions des assemblées sont consignées sur un registre spécial, signé par les membres du bureau.

Il n'est pas dérogé au droit commun pour toutes les questions touchant la composition, la tenue et les pouvoirs des assemblées.

ART. 13.

Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra la période écoulée du jour de la constitution définitive de la société jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

ART. 14.

Répartition des bénéfices ou des pertes

Tous produits annuels, réalisés par la société, déduction faite des frais d'exploitation, des frais généraux ou d'administration, y compris tous amortissements normaux de l'actif et toutes provisions pour risques commerciaux constituent le bénéfice net.

Ce bénéfice est ainsi réparti :

– cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve ordinaire qui cessera d'être obligatoire lorsqu'il aura atteint une somme égale au dixième du capital social ;

– le solde, à la disposition de l'assemblée générale, laquelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, pourra l'affecter, soit à l'attribution d'un tantième aux administrateurs, d'un dividende aux actions, soit à la constitution d'un fonds d'amortissement supplémentaire ou de réserves spéciales, soit le reporter à nouveau, en totalité ou en partie.

ART. 15.

Perte des 3/4 du capital

En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs ou, à défaut, le ou les Commissaires aux comptes, sont tenus de provoquer la réunion d'une assemblée générale extraordinaire à l'effet de se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu de dissoudre la société.

La décision de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

ART. 16.

Dissolution - Liquidation

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition du Conseil d'Administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs, mais la société conserve sa personnalité durant tout le cours de la liquidation.

Spécialement, l'assemblée générale régulièrement constituée conserve, pendant la liquidation, les mêmes

attributions que durant le cours de la société et elle confère notamment aux liquidateurs tous pouvoirs spéciaux, approuve les comptes de la liquidation et donne quitus aux liquidateurs. Elle est présidée par les liquidateurs ; en cas d'absence du ou des liquidateurs, elle élit elle-même son Président.

Les liquidateurs ont pour mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

ART. 17.

Contestations

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents de la Principauté de Monaco.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire éléction de domicile à Monaco et toutes assignations et significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

Pour le cas, toutefois, où l'actionnaire aurait omis de faire éléction de domicile en Principauté, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Monaco.

ART. 18.

Approbation gouvernementale - Formalités

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après :

1°) que les présents statuts aient été approuvés et la société autorisée par Arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco et le tout publié dans le "Journal de Monaco";

2°) et que toutes les formalités légales et administratives aient été remplies.

II. - Ladite société a été autorisée et ses statuts ont été approuvés par Arrêté de S.E. M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 15 décembre 1995.

III. - Le brevet original des statuts portant mention de son approbation ainsi qu'une ampliation dudit arrêté ministériel d'autorisation ont été déposés au rang des minutes de M^e AUREGLIA, notaire susnommé, par acte du 4 janvier 1996.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Le Fondateur.

"CLASS COMPANY SERVICE S.A.M."

Société Anonyme Monégasque
Au capital de 1.000.000 F
57, rue Grimaldi - Monaco

Le 12 janvier 1996, seront déposées au Greffe des Tribunaux de la Principauté de Monaco, conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'ordonnance-loi n° 340 du 10 mars 1942, sur les sociétés par actions, les expéditions des actes suivants :

1°) Des statuts de la société anonyme monégasque "CLASS COMPANY SERVICE S.A.M.", établis par acte reçu en brevet par M^e AUREGLIA, le 13 octobre 1995, et déposés après approbation, aux minutes dudit notaire par acte du 4 janvier 1996.

2°) De la déclaration de souscription et de versement du capital social faite par le fondateur, suivant acte reçu par ledit M^e AUREGLIA, le 5 janvier 1996.

3°) De la délibération de l'assemblée générale constitutive des actionnaires de ladite société, tenue à Monaco, le 5 janvier 1996, dont le procès-verbal a été déposé au rang des minutes dudit notaire par acte du même jour.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : P.-L. AUREGLIA.

Etude de M^e Louis-Constant CROVETTO
Docteur en Droit - Notaire
26, avenue de la Costa - Monte-Carlo

RESILIATION ANTICIPEE DE CONTRAT DE GERANCE

Etude de M^e Louis-Constant CROVETTO
Docteur en Droit - Notaire
26, avenue de la Costa - Monte-Carlo

Deuxième Insertion

Suivant acte reçu par M^e CROVETTO le 14 décembre 1995, M^e Thérèse SOLERA, veuve de M. René LANZA, demeurant 4 bis, boulevard de Belgique à Monaco,

M^{me} Marine Lanza, épouse de M. Bernard ANTONELLI, demeurant 12, rue Honoré Labande à Monaco et M. Louis MASSIERA, demeurant à Levens (Alpes-Maritimes), 22, avenue du Docteur Faraut, ont résilié par anticipation à compter du 31 décembre 1995 la gérance libre concernant le fonds de commerce de "vente d'objets, souvenirs, cartes postales et articles de bazar, la vente et le développement de films photographiques, l'achat, la vente, l'exposition de peintures, gravures, estampes, dessins, tableaux, l'achat et la vente de livres anciens et modernes ainsi que tous travaux artistiques ayant trait à la photographie" exploité à Monaco Ville, 9, rue Comte Félix Gastaldi, sous l'enseigne "GALERIE BLANC ET NOIR".

Oppositions, s'il y a lieu, au siège du fonds dans les délais de la loi.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : L.-C. CROVETTO.

Etude de M^r Louis-Constant CROVETTO

Docteur en Droit - Notaire

26, avenue de la Costa - Monte-Carlo

"VENTY"

(Société Anonyme Monégasque)

AUGMENTATION DE CAPITAL MODIFICATIONS AUX STATUTS

I. - Aux termes d'une délibération prise à Monte-Carlo, au siège social, 25, boulevard du Larvotto, le 4 janvier 1993, les actionnaires de la société VENTY, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé :

- d'augmenter le capital social de la somme de 1.100.000 F, pour le porter de la somme de 250.000 F, à celle de 1.350.000 F par l'émission au pair de ONZE CENTS actions nouvelles de MILLE francs chacune de valeur nominale, numérotés de 251 à 1.350,

- et de diminuer le capital social à la somme de 1.000.000 de francs, par la suppression et l'annulation de TROIS CENT CINQUANTE actions de MILLE francs chacune de valeur nominale, numérotées de 1.001 à 1.350.

Ledit article désormais libellé comme suit :

"ARTICLE QUATRE (nouvelle rédaction)"

"Le capital social est fixé à la somme de 1.000.000 F. Il est divisé en 1.000 actions de 1.000,00 F chacune, comprenant les 250 actions anciennes créées et les 750 actions nouvelles entièrement libérées.

"Le capital social peut être augmenté ou réduit après décision de l'assemblée générale des actionnaires approuvée par arrêté ministériel".

II. - Le procès-verbal de ladite assemblée extraordinaire a été déposé avec les pièces annexes au rang des minutes de M^r CROVETTO, par acte en date du 13 décembre 1993.

III. - Les modifications des statuts ci-dessus ont été approuvées par Arrêté de S.E.M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 15 février 1994.

IV. - Aux termes d'une deuxième assemblée générale extraordinaire tenue à Monaco, le 5 janvier 1996 dont le procès-verbal a été déposé aux minutes de M^r CROVETTO, le même jour, les actionnaires de la société ont reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le Conseil d'Administration aux termes d'un acte reçu par ledit notaire le même jour, et approuvé définitivement la modification de l'article 4 qui en est la conséquence.

V. - Les expéditions de chacun des actes précités des 13 décembre 1993 et 5 janvier 1996 ont été déposées au Greffe des Tribunaux de la Principauté de Monaco ce jour même.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : L.-C. CROVETTO.

Etude de M^r Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

CONTRAT DE GERANCE LIBRE

Deuxième Insertion

Aux termes de deux actes reçus par le notaire soussigné, les 27 octobre 1995 et 30 novembre 1995,

M^{me} Michèle FERRE, épouse de M. Valentin GHIGLIONE, demeurant 10, avenue des Castelans, à Monaco-Condamine, a concédé pour une période d'une année, à compter du 27 octobre 1995,

à M. Arnaud GIUSTI, demeurant 10, avenue des Castelans, à Monaco-Condamine,

un fonds de commerce de coiffure hommes, dames, enfants, institut de beauté avec vente au détail de produits cosmétiques, parfumerie et articles de parfum, articles de Paris et accessoires de mode, exploité dans l'immeuble "L'Herculis", 12, chemin de la Turbie, à Monaco.

Oppositions, s'il y a lieu, au domicile de la bailleuse, dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : H. REY.

Etude de M^r Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

CONTRAT DE GERANCE LIBRE

Deuxième Insertion

Aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, le 31 août 1995,

M. Patrick NOVARETTI, demeurant 4, rue Plati, à Monaco-Condamine, a concédé en gérance libre pour une période de cinq années, à compter du 23 novembre 1995,

à M^{me} Paule BRUSCHINI, épouse de M. Guy MAULVAUT, demeurant 17, rue Caroline, à Monaco-Condamine,

un fonds de commerce de vente d'articles de bonneterie et mercerie, librairie, etc ... exploité 7, rue Comte Félix Gastaldi et 2 bis, rue Basse, à Monaco-Ville, connu sous le nom de "TEE & Co".

Il a été prévu au contrat un cautionnement de 12.000 F.

Oppositions, s'il y a lieu, au domicile du bailleur, dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : H. REY.

Etude de M^r Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

"ES. KO. S.A.M. MONACO"

(Société Anonyme Monégasque)

MODIFICATIONS AUX STATUTS AUGMENTATION DE CAPITAL

I. - Aux termes d'une délibération prise, au siège social, le 5 juillet 1995, les actionnaires de la société anonyme monégasque dénommée "ES.KO. S.A.M. MONACO", réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé, à l'unanimité, sous réserve des autorisations gouvernementales :

a) D'annuler purement et simplement toutes les résolutions adoptées lors des assemblées générales tenues les 18 juin et 30 novembre 1992.

b) D'étendre l'objet social à toutes les sociétés appartenant au domaine commercial et industriel.

c) De modifier, en conséquence, l'article 3 (objet social) des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

"ARTICLE 3"

La société a pour objet :

"La prestation de services logistiques à toutes sociétés étrangères, dont l'activité appartient au domaine maritime, commercial ou industriel.

"Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement à l'objet social ci-dessus".

d) D'augmenter le capital social actuel de CINQ CENT MILLE FRANCS, divisé en actions de CINQ MILLE FRANCS chacune, numérotées de UN à CENT, de la somme de CINQ CENT MILLE FRANCS par la création et l'émission au pair de CENT actions de valeur nominale de CINQ MILLE FRANCS chacune, numérotées de CENT UN à DEUX CENT.

Le montant des actions nouvelles sera libéré entièrement en numéraire lors de la délivrance des autorisations administratives. Chaque actionnaire recevra une action nouvelle pour une action ancienne.

Les nouvelles actions seront soumises à toutes les dispositions des statuts. Elles seront assimilées aux actions représentant le capital social actuel et jouiront des mêmes droits à partir de la date à laquelle le Gouvernement Princier donnera son autorisation.

b) De modifier, en conséquence, l'article 5 (capital social) des statuts.

II. - Les résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 5 juillet 1995, ont été approuvées et autorisées par Arrêté de S.E. M. le Ministre d'État de la Principauté de Monaco, en date du 25 octobre 1995, publié au "Journal de Monaco" le 3 novembre 1995.

III. - A la suite de cette approbation, un original du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, susvisée, du 5 juillet 1995 et une ampliation de l'arrêté ministériel d'autorisation, précité, du 25 octobre 1995, ont été déposés, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du 28 décembre 1995.

IV. - Par acte dressé également, le 28 décembre 1995, le Conseil d'Administration a :

-- Déclaré que les CENT actions nouvelles, de CINQ MILLE FRANCS chacune, de valeur nominale, représentant l'augmentation du capital social décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 5 juillet 1995, ont été entièrement souscrites par trois personnes physiques et une personne morale ;

et qu'il a été versé, en numéraire, par chaque souscripteur, somme égale au montant des actions par lui souscrites, soit au total, une somme de CINQ CENT MILLE FRANCS,

ainsi qu'il résulte de l'état annexé à la déclaration.

-- Décidé :

Qu'il sera procédé soit à l'impression matérielle des actions nouvelles pour en permettre l'attribution aux actionnaires dans les délais légaux, soit à l'établissement des certificats nominatifs d'actions intitulés au nom des propriétaires.

Que les actions nouvelles créées auront jouissance à compter du 28 décembre 1995 et qu'elles seront soumises à toutes les obligations résultant des statuts de la société à l'instar des actions anciennes.

V. - Par délibération prise, le 28 décembre 1995, les actionnaires de la société, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont :

-- Reconnu sincère et véritable la déclaration faite par le Conseil d'Administration de la souscription des CENT actions nouvelles et du versement par les souscripteurs dans la caisse sociale, du montant de leur souscription, soit une somme de CINQ CENT MILLE FRANCS.

-- Constaté que l'augmentation du capital social de la somme de CINQ CENT MILLE FRANCS à celle de UN MILLION DE FRANCS se trouve définitivement réalisée.

Le capital se trouvant ainsi porté à la somme de UN MILLION DE FRANCS, il y a lieu de procéder à la modification de l'article 5 (capital social) des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

"ARTICLE 5"

"Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS, divisé en DEUX CENTS actions de FRANCS CINQ MILLE chacune, de valeur nominale, toutes à souscrire en numéraire et à libérer intégralement à la souscription".

VI. - Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, susvisée, du 28 décembre 1995 a été déposé, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du même jour (28 décembre 1995).

VII. - Les expéditions de chacun des actes précités, du 28 décembre 1995, ont été déposées avec les pièces annexes au Greffe Général de la Cour d'Appel et des Tribunaux de la Principauté de Monaco, le 12 janvier 1996.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : H. REY.

Etude de M^e Henry REY

Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

"CARRIER MONACO S.A.M."

(Société Anonyme Monégasque)

DISSOLUTION ANTICIPÉE LIQUIDATION

I. - Aux termes d'une délibération prise le 14 novembre 1994, les actionnaires de la société anonyme monégasque dénommée "CARRIER MONACO S.A.M." réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé notamment de prononcer par anticipation la dissolution de ladite société à compter du 14 novembre 1994 et la clôture de la liquidation à compter du même jour.

II. - L'original du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, susvisée, du 14 novembre 1994, a été déposé, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, au rang des minutes du notaire soussigné, par acte du 27 décembre 1995.

III. - Une expédition de l'acte de dépôt, précité, du 27 décembre 1995 a été déposée avec les pièces annexes au Greffe Général de la Cour d'Appel et des Tribunaux de la Principauté de Monaco, le 8 janvier 1996.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : H. REY.

CONTRAT DE GERANCE LIBRE

Deuxième Insertion

Suivant acte sous seing privé, en date du 7 décembre 1995, la SOCIETE HOTELIERE ET DE LOISIRS DE MONACO en abrégé "S.H.L.M." dont le siège social est à Monaco, 24, rue du Gabian, a renouvelé pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1996, la gérance libre consentie à M^{me} Christiane BONCALDO, demeurant à Beausoleil, 13, boulevard du Général Leclerc, concernant un fonds de commerce de dépôt de teinturerie, nettoyage à sec, repassage et pressing exploité 3, avenue Saint Charles à Monte-Carlo.

Il a été prévu un cautionnement de 20.000 F.

Oppositions, s'il y a lieu, au siège du fonds dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 12 janvier 1996.

Signé : Jean-Noël VERAN.

CESSATION DES PAIEMENTS DE M. Louis HANEUSE 17, rue Plati - Monaco

Les créanciers présumés de M. Louis HANEUSE, demeurant 17, rue Plati à Monaco, co-gérant de la société en nom collectif dénommée "VIALETHANEUSE", sise 17, rue Plati à Monaco, en déclaré en état de cessation

des paiements par jugement du Tribunal de Première Instance de Monaco rendu le 14 décembre 1996, sont invités, conformément à l'article 463 du Code de Commerce Monégasque, à remettre ou à adresser par pli recommandé avec accusé de réception à M. Christian BOISSON, Syndic Liquidateur Judiciaire, 13, avenue des Castelans à Monaco, une déclaration du montant des sommes réclamées et un bordereau récapitulatif des pièces remises.

Ces documents devront être signés par le créancier ou son mandataire dont le pouvoir devra être joint.

La production devra avoir lieu dans les quinze jours de la présente publication, ce délai étant augmenté de quinze jours pour les créanciers hors de la Principauté.

A défaut de production dans les délais (Article 464 du Code de Commerce), les créanciers défaillants sont exclus de la procédure. Ils recouvreront l'exercice de leurs droits à la clôture de la procédure, en cas de liquidation des biens, et lorsque le débiteur reviendra à meilleure fortune en cas de règlement judiciaire.

Conformément à l'article 429 du Code de Commerce Monégasque, M. le Juge-Commissaire peut nommer, à toute époque, par ordonnance, un ou plusieurs contrôleurs pris parmi les créanciers.

Le Syndic,
Christian BOISSON.

CESSATION DES PAIEMENTS DE M. Patrick VIAL 28, rue Grimaldi - Monaco

Les créanciers présumés de M. Patrick VIAL, demeurant 28, rue Grimaldi à Monaco, co-gérant de la société en nom collectif dénommée "VIALETHANEUSE", sise 17, rue Plati à Monaco, et déclaré en état de cessation des paiements par jugement du Tribunal de Première Instance de Monaco rendu le 14 décembre 1996, sont invités, conformément à l'article 463 du Code de Commerce Monégasque, à remettre ou à adresser par pli recommandé avec accusé de réception à M. Christian BOISSON, Syndic Liquidateur Judiciaire, 13, avenue des Castelans à Monaco, une déclaration du montant des sommes réclamées et un bordereau récapitulatif des pièces remises.

Ces documents devront être signés par le créancier ou son mandataire dont le pouvoir devra être joint.

La production devra avoir lieu dans les quinze jours de la présente publication, ce délai étant augmenté de quinze jours pour les créanciers hors de la Principauté.

A défaut de production dans les délais (Article 464 du Code de Commerce), les créanciers défaillants sont exclus de la procédure. Ils recouvreront l'exercice de leurs droits à la clôture de la procédure, en cas de liquidation des biens, et lorsque le débiteur reviendra à meilleure fortune en cas de règlement judiciaire.

Conformément à l'article 429 du Code de Commerce Monégasque, M. le Juge-Commissaire peut nommer, à toute époque, par ordonnance, un ou plusieurs contrôleurs pris parmi les créanciers.

Le Syndic,
Christian BOISSON.

"CAVPA"

Central d'Achats et de Vente
pour tous Approvisionnements
Société Anonyme au capital de 1.000.000 de F
Siège social : "Le Coronado"
20, avenue de Fontvieille - Monaco

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires sont convoqués le mardi 30 janvier 1996, à 10 heures, au siège social à Monaco, 20, avenue de Fontvieille, en assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

– Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 juillet 1995.

– Rapports des Commissaires aux comptes sur ledit exercice.

– Approbation des comptes et affectation des résultats.

– Autorisation à donner aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

– Ratification démission d'un Administrateur.

– Ratification nomination d'un Administrateur.

– Approbation du montant des honoraires des Commissaires aux comptes.

– Questions diverses

Tout actionnaire sera admis à l'assemblée et pourra s'y faire représenter par un mandataire actionnaire.

Les actions étant nominatives, les propriétaires d'actions sont admis à l'assemblée sur simple justification de leur identité.

Les pouvoirs des mandataires devront être déposés au siège social à Monaco, cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

"EURAFRIQUE"

Société Anonyme
au capital de 20.800.000 F
Siège social : "Le Coronado"
20, avenue de Fontvieille - Monaco

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires sont convoqués le mardi 30 janvier 1996, à 11 heures, au siège social à Monaco, 20, avenue de Fontvieille, en assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

– Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 juillet 1995.

– Rapports des Commissaires aux comptes sur ledit exercice.

– Approbation des comptes et affectation des résultats.

– Autorisation à donner aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

– Ratification nomination d'un Administrateur.

– Renouvellement mandats d'Administrateurs.

– Approbation du montant des honoraires des Commissaires aux comptes.

– Questions diverses.

Tout actionnaire sera admis à l'assemblée et pourra s'y faire représenter par un mandataire actionnaire.

Les actions étant nominatives, les propriétaires d'actions sont admis à l'assemblée sur simple justification de leur identité.

Les pouvoirs des mandataires devront être déposés au siège social à Monaco, cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

“SOMETRA”

Société Méditerranéenne de Transports
Société Anonyme au capital de 20.800.000 F
Siège social : “Le Coronado”
20, avenue de Fontvieille - Monaco

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires sont convoqués le mardi 30 janvier 1996, à 15 heures, au siège social à Monaco, 20, avenue de Fontvieille, en assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 juillet 1995.
- Rapports des Commissaires aux comptes sur ledit exercice.
- Approbation des comptes et affectation des résultats.
- Autorisation à donner aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.
- Ratification nomination d'un Administrateur.
- Renouvellement mandats d'Administrateurs.
- Approbation du montant des honoraires des Commissaires aux comptes.
- Questions diverses.

Tout actionnaire sera admis à l'assemblée et pourra s'y faire représenter par un mandataire actionnaire.

Les actions étant nominatives, les propriétaires d'actions sont admis à l'assemblée sur simple justification de leur identité.

Les pouvoirs des mandataires devront être déposés au siège social à Monaco, cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

ASSOCIATIONS

“ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES EUCALYPTUS”

Objet social : Le bien-être, la sécurité, la défense des intérêts des locataires de l'immeuble “Eucalyptus” ainsi que le maintien en bon état de l'immeuble et le respect mutuel des occupants.

Les moyens d'action de l'association sont : toutes démarches, réclamations, demandes nécessaires à la réalisation de son objectif auprès de tous les responsables, services, personnes susceptibles d'apporter une solution aux problèmes posés et cela tous les moyens honnêtes et légaux tels que lettres, rencontres, publications, etc ...

Siège social : Son siège social est situé à Monaco, aux “Eucalyptus”, 14, avenue des Castelans chez M. CUR-RENO Hervé.

“CHAMBRE ARBITRALE MARITIME DE MONACO”

Objet : Changement d'adresse de siège social d'une association.

Nouvelle adresse du siège social et secrétariat :

GILDO PASTOR CENTER - 7, rue du Gabian -
MC 98000 MONACO.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

VALEUR LIQUIDATIVE

Ordonnance Souveraine n° 9.867 du 26 juillet 1990.

Fonds Communs de Placements	Date d'agrément	Société de gestion	Dépositaire à Monaco	Valeur liquidative au 4 janvier 1996
Monaco Patrimoine	26.09.1988	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	-
Azur Sécurité	18.10.1988	Barclays Gestion	Barclays	35.363,92 F
Paribas Monaco Oblifranc	03.11.1988	Paribas Asset Management S.A.M.	Paribas	1.939,17 F
Lion Invest Monaco	17.10.1988	Epargne collective	Crédit Lyonnais	16.390,99 F
Monaco valeur 1	30.01.1989	Somoval	Société Générale	1.734,33 F
Americazur	06.04.1990	Barclays Gestion	Barclays	\$ 13.032,57
MC Court terme	14.02.1991	Sagefi S.A.M.	B.T.M.	8.237,40 F
Caixa Court terme	20.11.1991	Caixa Investment Management S.A.M.	Caixa Bank	1.332,81 F
Caixa Actions Françaises	20.11.1991	Caixa Investment Management S.A.M.	Caixa Bank	1.162,40 F
Monactions	15.01.1992	Sagefi S.A.M.	B.T.M.	4.315,34 F
CFM Court terme 1	09.04.1992	B.P.G.M.	C.F.M.	12.885,78 F
Monaco Plus-Value	31.01.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	8.300,98 F
Monaco Expansion	31.01.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	5.782,266 L
Europe Sécurité 1	31.03.1994	Epargne collective	Crédit Lyonnais	53.699,03 F
Europe Sécurité 2	31.03.1994	Epargne collective	Crédit Lyonnais	53.648,19 F
Monaco I.T.L.	30.09.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	5.537,525 L
Monaco USD	30.09.1994	Compagnie Monégasque de Gestion	C.M.B.	\$ 4.232,51
Japon Sécurité 3	02.06.1995	Epargne collective	Crédit Lyonnais	65.619,64 F
Japon Sécurité 4	03.06.1992	Epargne collective	Crédit Lyonnais	65.440,06 F

Fonds Commun de Placement	Date d'agrément	Société de gestion	Dépositaire à Monaco	Valeur liquidative au 4 janvier 1996
M. Sécurité	09.02.1993	B.F.T. Gestion.	Crédit Agricole	2.394.072,99 F

Fonds Commun de Placement	Date d'agrément	Société de gestion	Dépositaire à Monaco	Valeur liquidative au 9 janvier 1996
Natio Fonds Monte-Carlo "Court terme"	14.06.1989	Natio Monte-Carlo S.A.M.	B.N.P.	16.553,55 F

Le Gérant du Journal : Rainier IMPERTI

455-AD

IMPRIMERIE DE MONACO
